

L'urgence d'un « choc d'investissement » en France ! Sinon...



Lionel TOURTIER,
Président de
GENERATIONS
E.R.I.C.

L'impératif de renforcer l'investissement dans notre pays a fait l'objet, depuis plus d'une décennie, de nombreux discours et exhortations, de multiples rapports, de beaucoup de débats au Parlement ainsi que dans des Forums et autres cénacles démocratiques. Bref, il y a un certain consensus à gauche comme à droite sur l'objectif, tout en soulignant les profondes divergences sur la façon de l'atteindre. Quoi qu'il en soit, les actions engagées restent trop limitées et trop lentes au regard des enjeux de croissance et de compétitivité. Il y a urgence et il faut un vrai « choc d'investissement ».

Certes, le gouvernement a pris quatre mesures dont il faut souligner le mérite : la suppression de l'I.S.F., celle d'instaurer une « Flat Tax » sur l'imposition des dividendes et des plus-values mobilières, la réforme de notre système de formation professionnelle ainsi que celle de notre système éducatif.

Théoriquement, nous disposons donc d'un meilleur écosystème entrepreneurial captable de susciter un climat de confiance chez les décideurs d'entreprise, un des leviers majeurs de l'investissement. Mais après le CICE et un nouveau cadre fiscal favorisant le capital, le patronat reste encore campé dans une « posture de doléances » (aujourd'hui la baisse des impôts de production), sans que l'on ait connaissance des engagements précis qu'il est prêt à prendre en contrepartie des allègements demandés. Cette baisse est certainement justifiée en termes de concurrence. Mais rappelons-nous que le

« Pacte » autour du CICE devait entraîner une réduction du chômage et baisser le coût du travail pour davantage de compétitivité ; il a surtout favorisé une augmentation des salaires, bien au-delà de l'évolution de notre productivité, et pas forcément chez les salariés qui en avaient le plus besoin.

Les effets bénéfiques des quatre mesures gouvernementales se font attendre et pour certaines, leur mise en œuvre reste laborieuse

Tout d'abord, la suppression de l'I.S.F. ne s'est pas accompagnée d'une nécessaire communication pédagogique, tout comme d'ailleurs pour la Flat Tax. Au fil des mois, elle a été ramenée progressivement au symbole du « *Président des très riches*¹ », alors que fondamentalement, elle visait à revaloriser l'acte d'investir² et à orienter l'épargne dégagée pour renforcer les fonds propres des entreprises, et plus particulièrement les PME non cotées.

Bien sûr, cette mesure était prévue au programme présidentiel. Mais soyons lucides : les scores de cette élection, en particulier au premier tour, ont largement démontré qu'il n'y avait pas une réelle adhésion populaire, une attitude « réfléchie » au soutien de cette suppression. Sans parler – et ce n'est pas une critique mais un fait – d'une méconnaissance des mécanismes économiques chez une large partie de nos concitoyens. Certes, le principe de la démocratie a été respecté. Mais la sévère crise des « gilets jaunes » - quelle que soit l'opinion que l'on en a - témoigne que notre population, si fracturée, n'est pas consciente du problème posé

1/ Cette baisse d'impôt de 4Mds € représente un gain moyen de 10.000 € pour le 1% des ménages les plus aisés et même de 1,5 M € pour chacun des 100 contribuables les plus fortunés.

2/ Pour bon nombre d'entrepreneurs, l'ISF était un impôt qui incarnait une forme de mépris de la réussite.

- l'insuffisance de l'investissement - alors que c'est la résolution de celui-ci qui pourrait réduire les difficultés et les souffrances de ceux qui se sentent exclus ou précarisés. L'incompréhension est d'autant plus grande que rien n'est encore démontré aujourd'hui sur l'utilisation de l'épargne issue de la suppression de l'I.S.F. Aussi, sommes-nous confrontés à une tension entre une impatience sociale à court-terme et une exigence plus économique de privilégier le long terme, mais avec un bénéfice qui ne sera que progressif. Pour autant, faut-il ne rien faire ?

Alors que les concurrents privilégient la vitesse, la France se complait dans la lenteur

Le développement de la formation professionnelle est une démarche impérative pour augmenter le degré de qualification de la population active face à la disruption du digital/IA et les bouleversements à venir dans nos organisations. Or, les derniers décrets concernant la réforme viennent d'être publiés fin janvier. Ici, ce n'est pas une insuffisance de moyens dont il faut s'inquiéter : plus de 30 milliards d'euros sont collectés chaque année auprès des entreprises et des contribuables, soit 1,4 % du PIB. Dans un contexte où 50 % des emplois seront profondément transformés dans les 10 années à venir, la formation professionnelle de la population active devrait constituer une exigence nationale avec des orientations prioritaires à un horizon de 5 ans. Or, l'on reste dans un certain flou concernant les objectifs, alors que la Commission Européenne (DESI) place la France au 19^{ème} rang seulement en termes de digitalisation ! Nous accusons donc un fort retard, ce qui témoigne d'un problème culturel.

Selon une étude internationale de Ranstad sur le besoin de formations au numérique, l'on découvre avec stupeur que les Français ne veulent pas se former... à moins que leur employeur ne s'en occupe. La 3^{ème} édition du baromètre « Radioscopie des DRH » de Cegos³ montre que les DRH sont conscients des enjeux mais peu impliqués. Les ETI s'intéressent à la transformation numérique mais tardent à agir⁴. Nous sommes ainsi plongés dans une sorte « d'éloge de la lenteur » ... Et pourtant : selon l'Institut Sapiens⁵, « en fournissant en moyenne 100 heures de formation dans l'année à chacun de ses salariés, une entreprise augmenterait leur

productivité horaire de 6,91 % ». Toujours selon cet Institut, un système de formation continue accessible à tous les niveaux de la carrière pourrait rapporter à la France entre 62 milliards et 86 milliards d'euros par an : « Si l'on forme 3 millions de personnes (soit 10% de la population active) sur 6 mois, on obtient une augmentation de 2,5 % du PIB. Si la durée atteint un an, le PIB progresse de 3,4 % ». Mais qu'attendons-nous ?

Les entreprises investissent, mais insuffisamment et surtout avec un manque d'efficacité

Côté équipements, là aussi, les interrogations sont nombreuses. En proportion de la valeur ajoutée qu'elles produisent, les entreprises françaises investissent relativement plus que leurs concurrents européens (notamment dans l'immatériel). Mais cela ne se retrouve pas dans la compétitivité et la productivité. Nos exportations souffrent d'un positionnement de moyenne gamme et nos parts de marché mondiales sont stables depuis 2012. S'il n'y avait pas la performance de nos industries du luxe et du transport, nous serions sans doute avec un déficit abyssal. Et la crise qui frappe aujourd'hui le secteur automobile n'est pas une bonne nouvelle. Face à ces constats, France Stratégie fait l'hypothèse que la déformation de l'investissement pourrait être liée à la fiscalité française. Les grandes entreprises auraient étendu leur appareil de production en dehors de l'Hexagone, tout en profitant du CIR pour localiser leurs centres de recherche en France. Logique financière, logique actionnariale, mais où est la logique « citoyenne » ?

D'où la nécessité de mettre en œuvre une vraie politique « d'ardente obligation », à la fois pour cibler les investissements stratégiques, fixer un calendrier d'objectifs tout en reportant certaines contraintes inadaptées en matière de régulation. En comparant avec nos pays compétiteurs, notamment les USA, la Chine et l'Inde, nous pouvons observer qu'ils investissent plus, mieux et surtout plus vite. Ce faisant, ils creusent l'écart. Et par conséquent, notre déclin !

Il devient donc urgent de passer à l'action en privilégiant l'efficacité, c'est-à-dire une logique de résultats. ■

3/ Baromètre Cegos publié le 2 avril 2019

4/ Baromètre de la maturité digitale des ETI Février 2019 – Etude réalisée par le CSA pour EY et Apax

5/ Cf. Le Monde « Une formation continue peut-elle pallier le choc technologique ? Retours d'expérience du Wagon » 7 mars 2019